



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN des ROSSIGNOLS

8 RUE AUBER
75009 Paris

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\00_EOLIENNES\Rossignols_(PE des)_Tortefontaine_070.05481\2_Inspections\2024_09_20_Mortalité avifaune
Code AIOT : 0007005481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN des ROSSIGNOLS implanté Tortefontaine 62140 Tortefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale qui porte sur la réalisation des suivis environnementaux et la mise en œuvre de mesures de réduction de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN des ROSSIGNOLS

- Tortefontaine 62140 Tortefontaine
- Code AIOT : 0007005481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien dit «des Rossignols» est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des ICPE.

Il se compose de 3 aérogénérateurs (E1 ; E2 et E4). La puissance maximale installée totale est de 9 MW.

Les aérogénérateurs sont de type VESTAS V90 d'une hauteur de 80 m de mât et d'un rotor de 90 m de diamètre.

Ce parc a été raccordé au réseau ENEDIS le 22 décembre 2017, la mise en service effective a eu lieu en février 2018.

Le parc des Rossignols bénéficie du droit d'antériorité (donner acte du 23/10/2012).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
4	Déclaration mortalité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suivis environnementaux réalisés en 2022 et 2023 ne font pas état d'une activité faunistique, ni d'une mortalité qui nécessiteraient la prescription de mesures complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental – Réalisation et modalités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24</p>

mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Le parc éolien des Rossignols (parc éolien d'Hesdin 1 bis) constitué de 3 éoliennes a été mis en place en 2017.

L'inspection dispose d'un rapport intitulé "suivi post-implantation 2022" daté du 26/04/2023 pour ce parc. Ce rapport comprend également le suivi des 2 parcs voisins : PE extension des rossignols et PE du Bois de Morval.

Afin de se conformer à la réglementation ICPE, la société Eurowatt a réalisé le suivi selon le protocole réglementaire de 2018.

Le tableau suivant synthétise, par espèce, les cas de mortalité découverts sur le parc depuis sa mise en exploitation.

	suivi 2020	suivi 2022	inspection DREAL du 20/09/24
Faucon crécerelle	1		1
Busard St Martin		1	
Martinet noir		1	

Pour l'ensemble des 3 parcs, la mortalité moyenne de l'avifaune a été estimée à 83 individus toutes espèces confondues à l'aide d'outils statistiques.

L'espèce la plus impactée sur le parc des Rossignols reste le faucon crécerelle. Cette espèce ne figure plus sur la liste des espèces menacées depuis la publication de la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs des Hauts-de-France d'avril 2024.

Afin de prévenir le risque de collision avec la faune volante, le suivi 2022 recommandait de maintenir à ras les friches herbacées aux abords des plateformes. Cette mesure permet d'atteindre un niveau d'impact résiduel non significatif. Lors de l'inspection il a été constaté que cette mesure était effective.

Par ailleurs le suivi propose également le suivi et la protection des nichées de busards. Le suivi environnemental de 2022 faisait état, pour le parc des Rossignols, de la découverte de 2 cadavres (1 busard St Martin et un martinet noir). Eurowatt s'engageait pour 2023 à réaliser un suivi de la nidification des busards. Ce suivi n'a pas permis de détecter de nids. Parallèlement il a aussi été réalisé un suivi des faucons crécerelles dont la conclusion est la suivante :

"Pour le Faucon crécerelle, le nombre d'individus observés sur le parc est toujours resté faible. Seulement un couple soupçonné d'être nicheur a nécessité une recherche plus approfondie pour trouver un nid. Les observations de terrains n'ont pas permis de détecter un nid dans la zone d'étude."

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Collecte et téléversement des données
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
Constats : L'exploitant a transmis un certificat de dépôt en date du 17/03/2023 14:43.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Transmission des documents – version française
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Par courrier du 25/04/2023, l'exploitant a transmis au préfet le suivi environnemental réalisé sur l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration mortalité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration d'accident ou d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les

mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a découvert le cadavre d'un faucon crécerelle à 25 m de l'éolienne E04. Le Faucon crécerelle ne figure plus sur la liste des espèces menacées depuis la publication de la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs de Hauts-de-France d'avril 2024. L'espèce n'est donc plus concernée par la procédure de déclaration d'incident mise en place par la DGPR.

Les opérateurs du parc ont une procédure à suivre en cas de découverte de cadavre qui consiste à :

- Prendre 4 clichés du cadavre (tête, pattes, localisation par rapport à l'installation et avec un objet pour échelle)
- Remplir une fiche d'information (date, localisation de la découverte...)
- Transmettre la fiche au pôle environnement pour identification

Une déclaration est faite auprès des services de l'inspection lorsque l'individu impacté est une espèce menacée. Cette procédure est inscrite dans les documents d'entreprise et chaque nouvel opérateur chez Eurowatt est formé à son arrivée sur les enjeux de biodiversité par le pôle environnement.

La dernière déclaration transmise à l'inspection par courriel du 03/05/2022 concernait un busard St Martin découvert le 28 mars 2022.

Type de suites proposées : Sans suite